



**PRÉFET
DE LA GIRONDE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité départementale de la Gironde
Cité administrative
2, rue Jules Ferry
BP 55
33200 Bordeaux

Bordeaux, le 05/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

F-TECH ATLANTIQUE

**ZI DU PHARE 30 AV DE LA GRANGE NOIRE
33700 Merignac**

Références : 26-185
Code AIOT : 0100078294

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/02/2026 dans l'établissement F-TECH ATLANTIQUE implanté ZI DU PHARE 30 AV DE LA GRANGE NOIRE 33700 Merignac. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite de contrôle s'inscrit dans le cadre d'une opération régionale coordonnée de l'inspection des installations classées et porte sur les produits chimiques présents dans l'installation.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- F-TECH ATLANTIQUE

- ZI DU PHARE 30 AV DE LA GRANGE NOIRE 33700 Merignac
- Code AIOT : 0100078294
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : {Non Renseigné}

F-Tech est une entreprise de fabrication de pièces de structures métalliques et composites destinées aux secteurs de l'aéronautique civile et militaire. L'entreprise devrait déménager d'ici un an sur un nouveau site.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Situation administrative	Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
3	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Demande d'action corrective	1 mois
4	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Registre entrée/sortie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La compatibilité des stockages des produits chimiques est respectée. Une mise en demeure est néanmoins proposée sur l'absence de contrôle de vérification périodique des ICPE à déclaration du site.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/02/2026, article R 512-55
Thème(s) : Situation administrative, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9. Toutefois, les installations classées figurant à cette annexe ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.
Constats : L'exploitant a fourni une preuve de dépôt de déclaration ICPE n°A-1-NFN4MBB7DV du 15/06/2021 qui trace les 2 rubriques à déclaration avec contrôle du site : 2561 (Trempe recuit, revenu des métaux et alliages) et 2565 (traitement de surface ; capacité 1440 litres). L'exploitant doit néanmoins confirmer qu'il n'est pas soumis à d'autres rubriques ICPE, notamment la rubrique 4130 (stockage de produits de Toxicité aiguë catégorie 3) et la rubrique 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages). En outre, concernant les 2 rubriques à déclaration citées ci-dessus, l'exploitant n'a pas réalisé les contrôles quinquennaux obligatoires. Une mise en demeure est proposée sur ce point.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant recense l'ensemble des rubriques ICPE auxquelles il est soumis, en particulier la rubrique 4130 (stockage de produits de Toxicité aiguë catégorie 3) et la rubrique 2560 (Travail mécanique des métaux et alliages). Une mise en demeure est proposée sur l'absence des contrôles quinquennaux obligatoires concernant les rubriques 2561 et 2565. Il est demandé à l'exploitant d'apporter ses éventuelles remarques sur ledit projet d'arrêté sous 15 jours et ce, au titre de la procédure contradictoire.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité.

Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
<p>Constats :</p> <p>L'inspection des installations classées (IIC) a vérifié par sondage la présence des FDS des produits suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - FDS de l'acide nitrique (en date du 24/04/2025) - FDS du durcisseur pour P60A (en date du 17/01/2024) - FDS de la peinture P60A (en date du 29/01/2024) <p>Ces FDS sont présentes sur le réseau de l'entreprise.</p> <p>Si les employés ont besoin de consulter les FDS, ils en expriment la demande à la responsable QHSE de l'entreprise qui la leur fournit.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Les produits chimiques de l'exploitant sont stockés dans des armoires dédiées et fermées à clé. L'exploitant a indiqué fournir les EPI adéquats aux employés lorsqu'ils s'en servent.</p> <p>Les FDS de la peinture P60A et du HNO3 (acide nitrique à 53 %) du point précédent ont été analysées sur certains points :</p> <p>Rubrique 5 : Mesures de lutte contre l'incendie_Moyens d'extinction :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour le P60 A : Il est indiqué d'utiliser de l'eau pulvérisée, ce que possède l'exploitant. Les extincteurs ont été vérifiés par sondage et ont été contrôlés il y a moins d'un an. - Pour le HNO3 : produit non combustible

Rubrique 7 : Manipulation et stockage_partie stockage :

- Pour le P60 A : Il est indiqué de le séparer des matières comburantes ; ceci a été constaté par l'IIC. Notamment l'acide nitrique, matière comburante, est stockée dans une autre armoire.

- Pour le HNO3 : produit non combustible ; L'acide nitrique HNO3 est stocké dans une armoire a priori métallique. Or la FDS indique de le tenir à l'écart des métaux.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant stocke l'acide nitrique dans une armoire compatible avec celui-ci.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Capacités de rétention des produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10

Thème(s) : Risques chroniques, Rétention

Prescription contrôlée :

Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être associé à une capacité de rétention dont le volume doit être au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et, pour les stockages enterrés, de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs doit être contrôlable.

Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, avec un minimum de 800 litres, si cette capacité excède 800 litres.

La capacité de rétention doit être étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résister à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour le dispositif d'obturation, s'il existe, qui doit être maintenu fermé en conditions normales.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne doivent pas être associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.
Constats : Les rétentions sont constituées par les armoires de stockage. Cependant l'exploitant n'a pas pu confirmer que le volume était adapté.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant précise le volume de rétention des armoires de stockages. Si le volume n'est pas adapté à la réglementation, il s'organise sans délai pour se mettre en conformité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Registre entrée/sortie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
Prescription contrôlée : Etat des stocks L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans les ateliers de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant a présenté un état des stocks indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus. Il ne possède pas de plans des stockages associés. L'IIC a vérifié la quantité du produit HNO3 qui est bien celle identifiée dans l'état des stocks.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant établit un plan des stockages qu'il annexe à l'état des stocks.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois